

# DROITS DES FEMMES : UN COMBAT UNIVERSEL

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 7 MARS 2022

La Ligue des droits de l'Homme (LDH) appelle à manifester le 8 mars pour l'universalité des droits des femmes dans le monde. Nous manifesterons également notre opposition, ferme, à l'antiféminisme totalement décomplexé des populismes masculinistes. Car nous le constatons : la montée des partis d'extrême droite, en particulier en Europe et en France, ou « populistes » (Etats-Unis, Brésil, etc.), le triomphe de régimes totalitaires (Syrie, Afghanistan), l'écrasement des mouvements démocratiques (Algérie...) et le recours à la guerre sont des phénomènes politiques marqués par l'affirmation de valeurs virilistes et sexistes. Les idéologies totalitaires, intégristes religieuses ou nationalistes sont par nature guerrières, et ont toutes pour corollaires le déni des crimes commis contre les femmes, parce que femmes, et la négation des inégalités qui les frappent.

Or, ces inégalités se creusent. Avec la pandémie mondiale, le Forum économique mondial estimait en 2021 que le temps nécessaire pour combler ces inégalités dans le monde était passé de 99,5 ans en 2020 à 135,6 ans, faisant reculer d'une génération supplémentaire l'atteinte de l'égalité. En France, un rapport du Cese a souligné que la crise sanitaire avait, sur bien des plans, accentué les inégalités de genre. Un tableau très partiel montre que dans de nombreux pays, les indicateurs sont encore au rouge : mariages précoces des petites filles (encore 16 % : selon l'Unicef, 650 millions de filles et de femmes en vie actuellement ont été mariées pendant leur enfance), remise en cause aux Etats-Unis et dans certains pays d'Europe du droit à l'avortement, violences conjugales (une femme sur trois dans le monde), inégalités professionnelles dans tous les pays mais aussi, dans la moitié des pays, interdiction de certains métiers aux femmes. Dans 24 pays, les femmes sont encore des mineures à vie, soumises au mari ou à des tuteurs.

A un moment où le désespoir lance tant de personnes sur les routes de l'exil, la condition spécifique des femmes demandeuses d'asile est encore trop peu reconnue. Nombre d'entre elles se voient encore refuser le statut de réfugiées lorsqu'elles s'enfuient pour échapper à des persécutions en raison de leur sexe (mutilations sexuelles, mariages forcés, etc.). Les violences sexuelles subies sur les chemins de l'exil peinent aussi à être reconnues.

Alors que l'esclavage a été enfin reconnu comme un crime contre l'humanité, l'absence d'une politique publique d'ampleur suffisante pour lutter contre la traite des femmes dans le monde et leur réduction en prostitution est lourde de conséquences. Ainsi, la moitié des prostituées sont des mineures, leur taux de mortalité est de 10 à 40 % supérieur à la population moyenne, et ce commerce représente 66 % des profits issus de la traite d'êtres humains. Un des trois crimes les plus lucratifs au monde a pour victimes principales des femmes. Enfin, partout dans le monde et dans tous les milieux, les femmes subissent harcèlements, viols et violences.

Face à l'ampleur des dénis des droits des femmes, la LDH continuera de participer à toutes les mobilisations. Son université d'automne du mois de novembre 2022 sera consacrée aux luttes des femmes dans le monde. Car loin de s'enfermer dans un statut de victimes, les femmes sont sur tous les fronts, dans tous les mouvements de libération et les luttes pour leurs droits. Saluons aussi leurs victoires comme l'obtention tout récemment du droit à l'avortement en Argentine et, plus généralement, la prise de conscience mondiale dont témoigne le mouvement #MeToo.

Ligue  
des droits de  
l'Homme

FONDÉE EN 1898

